



Conseil économique et social

Distr. générale
19 novembre 2020

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité du commerce et de l'investissement

Septième session

Bangkok, 27-29 janvier 2020

Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire*

Activités menées par le secrétariat et résultats obtenus dans le domaine du commerce et de l'investissement et orientation future du sous-programme relatif au commerce, à l'investissement et à l'innovation : activités menées par le secrétariat et résultats obtenus dans le domaine du commerce et de l'investissement et priorités du sous-programme

Activités menées par le secrétariat et résultats obtenus dans le domaine du commerce et de l'investissement et priorités du sous-programme relatif au commerce, à l'investissement et à l'innovation

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document fait le point sur les activités menées par le secrétariat dans le cadre de la mise en œuvre du sous-programme 2 relatif au commerce, à l'investissement et à l'innovation du programme de travail de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et sur les résultats de ces activités depuis la sixième session du Comité du commerce et de l'investissement, qui s'est tenue du 13 au 15 mars 2019. Il comprend un résumé de l'état d'avancement des travaux axés sur 1) la recherche et l'analyse ; 2) l'assistance technique et le renforcement des capacités et 3) la coopération régionale et le travail normatif. Le résumé tient compte des adaptations apportées aux modalités de travail et de la réaffectation des ressources rendue nécessaire par les circonstances entourant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la riposte à la pandémie. Le document se conclut sur une série de propositions de priorités visant à accélérer la reprise après la crise liée à la COVID-19 et à atteindre les objectifs de développement durable.

Le Comité est invité à examiner les activités menées et les résultats obtenus par le secrétariat et à fournir des directives et des orientations en vue de poursuivre le développement du sous-programme.

I. Introduction

1. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) encourage la coopération régionale en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment dans le

* ESCAP/CTI/2021/L.1.

cadre du sous-programme 2 (Commerce, investissement et innovation) dont l'objectif est d'aider les États membres à mettre le commerce, l'investissement, l'innovation, la technologie et le développement des entreprises au service du développement durable et de la coopération régionale en vue d'assurer une prospérité partagée.

2. En 2019, compte tenu des progrès insuffisants réalisés concernant les objectifs de développement durable au niveau mondial, le Secrétaire général a lancé la décennie d'action en faveur des objectifs, dont la mise en œuvre suppose d'accélérer la recherche de solutions durables aux plus grands défis mondiaux, notamment les questions de pauvreté, d'égalité des sexes, de changements climatiques, d'inégalités et de déficit de financement.

3. La région Asie-Pacifique n'échappe pas à la tendance mondiale. Même avant l'apparition de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la région n'était pas en voie d'atteindre les objectifs de développement durable. La contraction des échanges commerciaux et de l'investissement et les pertes d'emploi qui en ont résulté dès le début de la COVID-19 ont mis en évidence non seulement les vulnérabilités existantes, mais aussi le besoin urgent de réduire la vulnérabilité aux crises futures et de reconstruire en mieux.

4. Pour aider les États membres, eu égard au sous-programme 2, le secrétariat : a) mène des travaux de recherche et d'analyse pour favoriser l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits et la concertation ; b) fournit une assistance technique et de renforcement des capacités aux fonctionnaires et autres parties prenantes et c) réunit les gouvernements et autres parties prenantes de la région en vue de promouvoir la coopération, le dialogue et l'établissement de réseaux à l'échelle régionale. Le tableau ci-dessous présente le portefeuille des produits fournis et des activités menées en matière de commerce et d'investissement.

Portefeuille des produits fournis et des activités menées en matière de commerce et d'investissement dans le cadre du sous-programme 2

	<i>Asia-Pacific Trade and Investment Report</i>	<i>Studies in Trade, Investment and Innovation</i>	<i>ESCAP Trade Insights and Working Paper series</i>	Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce	Base de données sur les accords relatifs au commerce et à l'investissement dans la région Asie-Pacifique	Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable
Recherche, analyse et concertation	Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce (ARTNeT)	Forum Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce (en coopération avec la Banque asiatique de développement)	Forum Asie-Pacifique des entreprises	Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce et le transport sans papier en Asie-Pacifique (UNNEXT)	Initiative visant à élaborer des dispositions types pour le commerce en temps de crise et de pandémie dans les accords commerciaux régionaux et autres accords	Plateforme du Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur l'investissement direct étranger

Assistance technique et renforcement des capacités	Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce (ARTNeT) Formation à l'analyse empirique du commerce	Outil d'information et d'aide à la négociation commerciale	Guides, ateliers et cours intensifs du Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce et le transport sans papier en Asie-Pacifique (UNNExT)	Manuels sur la négociation des accords commerciaux et d'investissement favorables au développement ; manuel sur les stratégies en matière d'investissements étrangers directs ; manuel sur les stratégies relatives aux petites et moyennes entreprises	Projets menés au titre du Compte de l'ONU pour le développement	Projet « Stimuler l'entrepreneuriat féminin »
Mécanismes de coopération régionale	Comité du commerce et de l'investissement	Groupe directeur intergouvernemental intérimaire sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier et Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique	Accord commercial Asie-Pacifique	Mécanisme de coopération régionale entre les organisations pour la facilitation du commerce		

5. Le présent document fait le point des activités menées et des résultats obtenus par le secrétariat en ce qui concerne la mise en œuvre du sous-programme 2 depuis la sixième session du Comité du commerce et de l'investissement, tenue du 13 au 15 mars 2019¹. Il doit être lu avec les autres documents d'avant-session élaborés pour la septième session du Comité, qui servent à illustrer les défis que les économies de la région Asie-Pacifique rencontrent dans les domaines du commerce et de l'investissement dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et au-delà. La plupart des activités menées à partir de mars 2020 ont été repensées pour tenir compte des nouveaux défis liés à la pandémie, notamment de la nécessité d'organiser des événements en ligne. On trouvera dans la conclusion du présent document des propositions visant à accélérer la mise en œuvre de mesures et à renforcer le niveau d'engagement et d'appui en matière de commerce et d'investissement dans le contexte du développement durable.

II. Progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités relatives au commerce, à l'investissement et à l'innovation

A. Effectuer des travaux de recherche et d'analyse pour favoriser l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits

6. L'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits repose sur la disponibilité de travaux de recherche qualitative et quantitative de haute qualité. À cette fin, le secrétariat a conduit plusieurs études sur les questions de politique générale actuelles et émergentes dans la région. Le secrétariat a contribué à la constitution d'ensembles de données fiables et à l'amélioration des démarches méthodologiques de la recherche appliquée. Si l'accent a été mis sur l'apport d'une aide à l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits aux pays ayant des besoins particuliers, le secrétariat a également

¹ Une note du secrétariat sur ses travaux en matière d'innovation (ESCAP/CICTSTI/2020/6) a été soumise au Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation à sa troisième session, qui s'est tenue les 19 et 20 août 2020.

répondu aux besoins des pays à revenu intermédiaire dans le domaine du commerce et de l'investissement.

7. Depuis la sixième session du Comité, l'essentiel des travaux de recherche a été guidé par plusieurs grands thèmes prioritaires définis dans le programme de travail et par les demandes d'assistance technique des États membres :

a) Renforcer la résilience et la durabilité du commerce, de l'investissement et des chaînes de valeur mondiales et régionales pendant et après la crise de COVID-19 ;

b) Comprendre l'impact de la montée des tensions commerciales entre les grandes puissances commerciales et les répercussions pour les économies de la région ;

c) Comprendre la portée et l'incidence des mesures non tarifaires et leurs liens avec le commerce et l'investissement durables ;

d) Suivre l'évolution de la libéralisation et de la facilitation des échanges et des investissements préférentiels et de l'intégration régionale, notamment dans le cadre de l'Accord commercial Asie-Pacifique ;

e) Soutenir le développement du commerce numérique ;

f) Promouvoir le commerce et l'investissement durables, notamment en compilant et en fournissant de nouveaux ensembles de données fiables ;

g) Comprendre les effets des investissements directs à l'étranger sur le développement durable des pays d'origine.

8. Les résultats d'une partie des recherches menées par le secrétariat ont servi de base à une série de rapports qui paraîtront prochainement sur les tendances en matière de commerce et d'investissement en Asie-Pacifique en 2020-2021 et qui sont résumés dans le document ESCAP/CTI/2021/1. D'autres résultats ont été présentés dans les publications, rapports et commentaires diffusés par le secrétariat et par les institutions partenaires, telles que le Département des affaires économiques et sociales, la Banque asiatique de développement, le Centre du commerce international et la CNUCED. La liste complète des publications et documents et des activités sont disponibles en ligne (voir annexe).

9. Compte tenu des exigences suscitées par la pandémie de COVID-19, de la nécessité de simplifier le commerce international et de le rendre plus inclusif, et du développement du commerce numérique, le secrétariat a approfondi ses travaux d'analyse dans le domaine du commerce. Dans une étude menée en collaboration avec la Banque asiatique de développement intitulée *Asia-Pacific Trade Facilitation Report*, la CESAP a actualisé son évaluation des avantages de la pleine mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du commerce transfrontière sans papier.

10. D'importants efforts ont été déployés pour adopter de nouvelles méthodes de recherche et conduire des études en vue de recueillir de nouvelles données permettant de mesurer et de suivre les résultats des États membres en matière de commerce et d'investissement dans des domaines tels que les coûts commerciaux, les mesures de facilitation des échanges et de promotion du commerce sans papier, les mesures non tarifaires, l'intégration régionale et les effets des investissements directs à l'étranger sur les pays d'origine. Les bases et ensembles de données sont disponibles en libre accès grâce au Réseau ARTNeT (<https://artnet.unescap.org>). Des informations sur certaines de ces bases de données sont présentées ci-dessous.

11. Les coûts commerciaux, y compris leurs composantes tarifaires et non tarifaires, entravent sérieusement la capacité des pays en développement à participer davantage au commerce international ainsi que leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales et régionales. La Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts du commerce a été établie pour contribuer au suivi des coûts globaux et bilatéraux des échanges commerciaux. Les mises à jour régulières de la Base de données², ainsi que les indices relatifs à la facilitation des échanges fondés sur les données recueillies grâce à l'Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable³ menée par la CESAP, sont particulièrement utiles pour évaluer et suivre la portée et l'incidence des mesures non tarifaires et des obligations réglementaires pour la plupart des États membres de la CESAP.

12. Dans le rapport sur le commerce et l'investissement en Asie-Pacifique (*Asia-Pacific Trade and Investment Report 2019*) publié en octobre 2019, les recherches menées en partenariat avec la CNUCED ont établi qu'il existe un lien quantifiable clair entre les mesures non tarifaires et les objectifs de développement durable. Sur la base d'études de cas détaillées et d'enquêtes sur le secteur privé menées en collaboration avec le Centre du commerce international, une série de stratégies possibles a également été proposée aux pays les moins avancés et à d'autres pays en développement afin de réduire les effets néfastes des mesures non tarifaires.

13. Compte tenu de l'augmentation des flux d'investissements étrangers directs sortants et intrarégionaux provenant des économies en développement de la CESAP, une étude sur le sujet a été menée⁴. Onze effets des investissements étrangers directs sur les pays d'origine y ont été recensés et liés aux objectifs de développement durable qui seraient en conséquence rendus plus réalisables dans ces pays. Des mesures stratégiques susceptibles de favoriser les effets des investissements directs à l'étranger sur le développement durable dans les pays d'origine ont également été recensées. Dans le cadre du suivi, le secrétariat, en collaboration avec le Forum économique mondial et le King's College de Londres, élargit actuellement l'éventail des possibilités présentées dans la publication dans le cadre d'une boîte à outils stratégiques plus complète sur les investissements étrangers directs. Première du genre, cette boîte à outils stratégiques contribuera directement à améliorer la capacité des États membres à concevoir et à mettre en œuvre des politiques sur mesure afin d'exploiter efficacement les investissements directs à l'étranger pour obtenir des résultats positifs en matière de développement, conformément à leurs priorités nationales de développement durable.

14. En ce qui concerne l'intégration régionale, le secrétariat a effectué des travaux de recherche et d'analyse pour examiner les défis liés à la négociation et à la bonne mise en œuvre des accords commerciaux et d'investissement préférentiels. Dans le contexte de la crise liée à la COVID-19, le secrétariat dirige l'Initiative visant à élaborer des dispositions types pour le commerce en temps de crise et de pandémie dans les accords commerciaux régionaux et autres

² La mise à jour la plus récente présente les données concernant plus de 180 pays pour la période allant de 1995 à 2018. En plus de la Base de données CESAP-Banque mondiale sur les coûts commerciaux qu'elle maintient, la CESAP a créé une base de données de prévisions des coûts commerciaux pour les années 2019 à 2024 qui repose sur les données de l'Economist Intelligence Unit, indiquant une augmentation de 7 % des coûts commerciaux en 2020 pendant la crise de la COVID-19.

³ Voir www.untfsurvey.org.

⁴ *Outward Foreign Direct Investment and Home Country Sustainable Development*, Studies in Trade, Investment and Innovation, n° 93 (publication des Nations Unies, 2020).

accords, en collaboration avec la CNUCED, l'OMC et les autres commissions régionales. Ces travaux ont permis d'établir un répertoire en ligne de plus de 60 contributions coécrites par plus de 200 chercheurs, dans lesquelles les auteurs proposent d'autres moyens de faire en sorte que le commerce et l'investissement soient régis par des accords commerciaux régionaux plus résilients face aux crises et aux situations d'urgence et soient davantage alignés sur les objectifs de développement durable⁵.

15. En conclusion, le secrétariat, avec le concours de ses partenaires, notamment des organisations internationales et des organismes de recherche, a participé à l'élaboration de publications, bases de données et outils de recherche permettant d'analyser l'incidence des politiques menées dans le domaine du commerce et de l'investissement, notamment dans la perspective de reconstruire en mieux après l'épidémie de COVID-19. À l'avenir, la recherche sur le commerce et l'investissement devrait être de plus en plus axée sur son rôle de soutien à un engagement positif dans l'économie numérique à croissance rapide ainsi que sur l'intégration continue du développement durable dans les politiques en matière de commerce et d'investissement. En conséquence, la CESAP et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont lancé un projet de recherche conjoint sur l'intégration de la réglementation du commerce numérique dans la région Asie-Pacifique. En outre, le rapport sur le commerce et l'investissement en Asie-Pacifique de 2021 (*Asia-Pacific Trade and Investment Report 2021*), qui sera établi en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la CNUCED, mettra l'accent sur le commerce et l'investissement intelligents face aux changements climatiques.

B. Fournir une assistance technique et renforcer les capacités

16. Le secrétariat s'emploie également à renforcer les capacités et les compétences de ceux qui participent à l'élaboration des politiques, à la négociation des accords, et à la mise en œuvre des nouvelles politiques et des réformes dans les secteurs du commerce et de l'investissement.

17. Le secrétariat a fourni une assistance technique et contribué au renforcement des capacités dans des domaines divers, notamment la libéralisation aux niveaux multilatéral, bilatéral et plurilatéral ; mais l'un des points communs de cette assistance et des services consultatifs est qu'ils répondent à la demande. Donnant suite aux demandes des gouvernements, il a fourni des services de conseils stratégiques et organisé des activités de formation ciblées dans plusieurs domaines tels que décrits ci-après.

18. Le secrétariat a apporté un appui à l'élaboration et la coordination des réformes en matière de politique commerciale et d'investissement, à la préparation des pays aux négociations dans les domaines du commerce et de l'investissement, et à la mise en œuvre des politiques et à l'évaluation de leurs incidences. Par exemple, il a aidé le Gouvernement bangladais à mettre en place une étude de faisabilité en vue d'un éventuel accord de partenariat économique global avec le Gouvernement indien. Cette aide comprend la mise au point de nouvelles fonctions analytiques pour l'Outil d'information et d'aide à la négociation commerciale, qui permet désormais aux utilisateurs de calculer les incidences potentielles que la perte des préférences commerciales pourrait avoir sur les échanges quand les États membres sortent de la catégorie des pays les

⁵ CESAP, « Initiative on model provisions for trade in times of crisis and pandemic in regional and other trade agreements », 13 mai 2020.

moins avancés⁶. Le secrétariat a également organisé un atelier sur l'Accord commercial Asie-Pacifique à l'intention des représentant(e)s de la Mongolie. En outre, il a mis en place des programmes de formation en ligne pour les chercheurs et les spécialistes de l'analyse des politiques dans le domaine du commerce, notamment sur la manière d'utiliser « R », un langage de programmation libre et gratuit, pour l'analyse des politiques commerciales⁷. Des séances et des outils de formation visant à faciliter l'utilisation de la base de données sur les échanges en valeur ajoutée pour l'analyse de la chaîne de valeur mondiale ont été fournis, en collaboration avec la Banque asiatique de développement, et des outils de mesure de la durabilité de l'intégration régionale ont été mis au point dans le cadre du Compte de l'ONU pour le développement.

19. En outre, le secrétariat a apporté son soutien à la gestion des mesures non tarifaires pour le développement durable. En collaboration avec la CNUCED et avec le soutien du Centre du commerce international, de l'Organisation mondiale du commerce, de la Commission économique eurasiennne et des organismes publics des pays hôtes, la CESAP a organisé une série d'activités de renforcement des capacités et de manifestations sur les mesures non tarifaires à l'échelle de la région et en Asie du Nord et en Asie centrale et a recueilli des données primaires sur les mesures non tarifaires dans trois pays de la sous-région. Le secrétariat a ensuite été invité à partager son expertise lors de cinq ateliers nationaux sur les mesures non tarifaires en Asie du Sud-Est, organisés par l'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est et la CNUCED. Un nouveau cours en ligne sur les mesures non tarifaires et le développement durable a également été publié en 2020, sur la base de recherches antérieures menées avec la CNUCED.

20. Le secrétariat a également apporté son aide en organisant des ateliers de renforcement des capacités concernant l'application de mesures de facilitation du commerce et de mesures relatives au commerce sans papier, notamment les systèmes douaniers numériques et les guichets uniques nationaux. Par exemple, la CESAP, la Banque asiatique de développement et le Gouvernement indien ont organisé le Forum Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce en 2019 ainsi qu'une série d'ateliers de renforcement des capacités auxquels ont assisté plus de 200 experts et participant(e)s⁸. En 2020, comme l'épidémie de COVID-19 frappait la région et le reste du monde, un atelier de formation régional en ligne de sept semaines sur la facilitation du commerce pour le développement durable a été organisé en collaboration avec l'Institut international pour le commerce et le développement de Thaïlande⁹. S'inspirant de l'aide apportée à huit pays pour la réalisation d'évaluations de l'état de préparation au commerce transfrontière sans papier en 2019, un système en ligne visant à orienter et aider les pays à mener ces évaluations a été mis en place en coopération avec le Cadre intégré renforcé de l'OMC et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international¹⁰. Le secrétariat a également soutenu l'élaboration d'études sous-régionales sur les pratiques en matière de facilitation du commerce mises

⁶ <https://tina.negotiatetrade.org>.

⁷ CESAP, « ESCAP online training on using R for trade analysis », descriptif du cours, 5 mars 2020.

⁸ CESAP, Forum Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce de 2019, résumé des débats, 18 septembre 2019.

⁹ CESAP, cours en ligne sur la facilitation du commerce pour le développement durable organisé par la CESAP, le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce (ARTNeT) et l'Institut international pour le commerce et le développement (ITD), résumé du cours, 18 septembre 2020.

¹⁰ <https://readiness.digitalizetrade.org/>.

en œuvre dans le cadre de la lutte contre la COVID-19¹¹ et l'expérimentation d'un module supplémentaire sur les mesures de facilitation du commerce en cas de crise et de pandémie aux fins de l'Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable de 2021¹². Ces études serviront de base aux prochaines réunions régionales, au cours desquelles les bonnes pratiques et les recommandations stratégiques seront partagées en ce qui concerne la connectivité des échanges et des transports afin de reconstruire en mieux après la pandémie.

21. En outre, le secrétariat a apporté son appui en vue de la promotion et de la facilitation de l'investissement étranger direct (IED) en faveur du développement durable en organisant des ateliers nationaux à l'intention des décideurs et des fonctionnaires chargés d'activités connexes au Timor-Leste, sur la base du manuel intitulé *Handbook on Policies, Promotion and Facilitation of Foreign Direct Investment for Sustainable Development in Asia and the Pacific*¹³. Des activités de renforcement des capacités et de partage Sud-Sud des connaissances en matière d'IED ont également été menées à l'occasion de réunions annuelles du Réseau Asie-Pacifique de l'investissement étranger direct pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, qui a été rattaché à la plateforme du Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur l'investissement étranger direct. Le secrétariat apporte également un appui dans ce domaine en élaborant, en collaboration avec le Forum économique mondial et le King's College de Londres, la boîte à outils stratégiques susmentionnée visant à maximiser les résultats en matière de développement durable des IED dans les pays d'origine.

22. En outre, le secrétariat a fourni un appui dans le cadre d'un projet visant à stimuler l'entrepreneuriat féminin et à améliorer l'accès au financement pour les entrepreneuses, notamment sous la forme suivante : appui technique au développement de mécanismes de financement innovants, y compris une obligation de subsistance pour les femmes, des initiatives d'investissement à impact et un fonds d'innovation axé sur le développement de solutions de financement numériques pour les femmes chefs d'entreprise ; formation en matière de politique et de réglementation et assistance technique à l'intention des décideurs et des responsables des organismes de réglementation financière, et études et ateliers visant à mettre en lumière les tendances et à défendre et encourager la promotion des entrepreneuses et les mécanismes de financement innovants qui les soutiennent.

23. Enfin, le secrétariat a fourni une assistance dans le cadre d'un projet du Compte de l'ONU pour le développement visant à favoriser un développement inclusif et durable par une participation accrue des petites et moyennes entreprises aux chaînes de valeur mondiales. Dans le cadre de ce projet, diverses études nationales sur les petites et moyennes entreprises et les indicateurs d'investissement durable ont été commandées. Deux études ont été menées au Kirghizistan, suivies d'un atelier national visant à formuler des recommandations politiques concrètes en 2019.

¹¹ Ces études ont été publiées sous forme de documents de travail (voir Jiangyan Fu, « Trade facilitation in times of pandemic: practices from the East and North-East Asia », Asia-Pacific Research and Training Network on Trade Working Paper, n° 196 (Bangkok, CESAP, 2020) ; Yelena Vassilevskaya, « Trade facilitation in times of pandemic: practices from North and Central Asia », Working Paper, n° 197 et Prabir De, « Trade facilitation in times of pandemic: practices from South and South-West Asia », Working Paper, n° 198).

¹² Initialement, le module supplémentaire a été abordé lors d'une réunion de groupe d'experts ; il est actuellement mis au point et testé (voir CESAP, « Réunion d'un groupe d'experts sur la facilitation du commerce en temps de crise et de pandémie », 30 juillet 2020).

¹³ ST/ESCAP/2786.

24. Entre avril 2019 et octobre 2020, plus de 1 000 responsables des questions relatives au commerce et à l'investissement originaires de toute la région ont bénéficié des activités de renforcement des capacités menées par la CESAP. Près de 95 % des participant(e)s ont indiqué avoir amélioré leurs compétences en la matière après avoir participé à une activité de renforcement des capacités. Plus d'une centaine de participant(e)s à deux formations en ligne consacrées à l'analyse des processus commerciaux pour la facilitation du commerce et à l'utilisation de la programmation « R » pour l'analyse commerciale, ont passé avec succès les tests sanctionnant le suivi de la formation et reçu des certificats en ligne. Quelque 211 autres participant(e)s au concours d'idées visant à élaborer des dispositions types pour le commerce en temps de crise et de pandémie dans les accords commerciaux régionaux et autres accords, dont beaucoup étaient de jeunes spécialistes du commerce issus de pays en développement de la région, ont également reçu des certificats délivrés conjointement par la CESAP et la CNUCED, cela après examen et validation des contributions écrites des participant(e)s en vue de leur publication dans un répertoire public en ligne.

25. Pour la suite, le secrétariat a commencé à élaborer un manuel sur les dispositions types pour le commerce en temps de crise dans les accords commerciaux régionaux, en s'appuyant sur les résultats du concours d'idées axé sur la recherche et les politiques mené plus tôt en 2020. Ce manuel sera utilisé comme support d'apprentissage lors des ateliers de formation prévus dans le cadre d'un projet du Compte de l'ONU pour le développement associant la CNUCED et les cinq commissions régionales, qui a été lancé en 2020 pour aider les gouvernements des pays en développement à renforcer la résilience du commerce, du transport et de la logistique dans le contexte de la COVID-19, notamment par la coopération régionale et la numérisation du commerce. Dans le but de continuer à intégrer le développement durable dans l'élaboration des politiques commerciales et d'investissement, le secrétariat en est passé d'achever plusieurs formations sur le commerce et le développement durable, en collaboration avec des spécialistes de ces questions issus de centres universitaires des pays en développement de la région Asie-Pacifique. En outre, les deuxièmes éditions du manuel sur les politiques, la promotion et la facilitation de l'investissement étranger direct pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (*Handbook on Policies, Promotion and Facilitation of Foreign Direct Investment for Sustainable Development in Asia and the Pacific*) et des orientations générales pour le développement des PME en Asie et dans le Pacifique (*Policy Guidebook for SME Development in Asia and the Pacific*) sont également en cours d'élaboration¹⁴. Sous réserve de la disponibilité de fonds, la plupart de ces guides seront transformés en cours en ligne accessibles gratuitement.

C. Réunir les gouvernements et autres parties prenantes de la région pour promouvoir la coopération, le dialogue et l'établissement de réseaux à l'échelle régionale

1. Travaux normatifs

26. En ce qui concerne la promotion de la coopération régionale en matière de commerce et d'investissement, le secrétariat a deux instruments à sa disposition : l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique et l'Accord commercial Asie-Pacifique.

¹⁴ Publication des Nations Unies, 2012.

27. L'Accord-cadre est le tout dernier instrument de la CESAP relatif au commerce et au développement. L'objectif de cet accord, adopté par la Commission en 2016, est de promouvoir le commerce transfrontière sans papier en permettant l'échange et la reconnaissance mutuelle des données et documents relatifs au commerce sous forme électronique et en facilitant l'interopérabilité des guichets uniques nationaux et sous-régionaux ainsi que des autres systèmes de commerce sans papier. L'Accord-cadre est maintenant sur le point d'entrer en vigueur, puisque les Gouvernements de l'Azerbaïdjan, du Bangladesh, des Philippines et de la République islamique d'Iran y ont déjà adhéré ou l'ont ratifié et que le Gouvernement chinois a mené à terme son processus de ratification interne. Le secrétariat, grâce à un financement généreux de la République de Corée, a soutenu les activités du Groupe directeur intergouvernemental intérimaire sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier. Le Groupe directeur et ses groupes de travail juridique et technique travaillent sur une feuille de route et des documents d'orientation connexes pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Le Groupe directeur est composé de représentant(e)s de plus de 25 États membres se trouvant à des niveaux de développement divers, tous étant encouragés à devenir partie à l'Accord-cadre dès que possible afin d'en maximiser les avantages pour tous. Les Gouvernements mongol et tadjik participent à un programme d'accélération de l'adhésion/ratification lancé par le secrétariat en 2020 et ouvert à tous les pays en développement qui en font la demande¹⁵.

28. Les États participant à l'Accord commercial Asie-Pacifique ont poursuivi leurs négociations dans le cadre du cinquième cycle de libéralisation, par l'intermédiaire du Comité permanent et des groupes de travail désignés dans les domaines de la facilitation du commerce, des investissements, des services et des règles d'origine. Le 29 septembre 2020, le Gouvernement mongol a déposé son instrument d'adhésion auprès du secrétariat et est devenu le septième membre de l'Accord commercial Asie-Pacifique.

2. Réseaux de savoirs et de pratiques

29. L'objectif des réseaux de savoirs et de pratiques est de permettre aux représentant(e)s des pays de la région Asie-Pacifique de collaborer, d'échanger des données d'expérience et de repérer les défis communs dans les domaines du commerce, de l'investissement et du développement durable.

30. Deux des réseaux du savoir les plus anciens de la CESAP couvrent les questions liées au commerce et à l'investissement : le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce (ARTNeT) et le Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier et les transports en Asie-Pacifique (UNNEXT). Ces deux réseaux ont été mis en place pour renforcer et partager les compétences dans certains des domaines des politiques commerciales, de l'intégration régionale et de la facilitation du commerce qui méritent une attention urgente au niveau régional dans le contexte du développement durable. Ils s'intéressent plus particulièrement au développement des capacités et à la recherche pour les pays en développement de la région et ont attiré de nombreux membres, associés et partenaires.

31. Depuis 2016, le Réseau ARTNeT fait partie des groupes de réflexion régionaux les plus influents selon le classement annuel établi par le *Global Go To Think Tank Index Report* produit par l'Université de Pennsylvanie

¹⁵ CESAP, « Programme d'accélération de l'adhésion/ratification pour l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique », annonce, 20 juillet 2020.

(États-Unis d'Amérique). Ce réseau continue de se développer : il compte actuellement 76 institutions membres dans 24 pays de la région, cinq partenaires principaux, 12 partenaires associés et huit institutions et réseaux de collaboration. Il représente une communauté de près de 1 900 chercheurs et a publié plus de 26 ouvrages et rapports de politique générale et plus de 200 documents de travail. Grâce à l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités, le Réseau a formé directement des centaines de chercheurs et, en offrant tous ses supports de formation en libre accès sur son site Web, il a indirectement contribué à enrichir les compétences et les connaissances de nombreux autres chercheurs. Plus récemment, en 2018, le Réseau ARTNeT s'est développé grâce à la création du Réseau Asie-Pacifique sur les politiques en matière de science, de technologie et d'innovation¹⁶. Ses principaux partenaires, outre la CESAP, sont le Bureau du Conseil national de l'enseignement supérieur, de la science, de la recherche et de l'innovation de Thaïlande, l'Institut de politique scientifique et technologique de la République de Corée, l'Association des universités du Pacifique (Association of Pacific Rim Universities) et Google¹⁷.

32. Le Réseau UNNExT est une communauté d'experts issus de pays en développement et d'économies en transition qui travaillent sur la mise en place de systèmes de commerce électronique et sur la facilitation du commerce. Créé par la CESAP en 2009, ce réseau apporte son concours à des initiatives nationales, sous-régionales et transcontinentales liées à la création de guichets uniques, au commerce sans papier et à d'autres initiatives de facilitation des échanges, y compris la promotion du transport en transit. Les activités menées par le Réseau comprennent l'élaboration d'outils et de guides, le renforcement des capacités, le partage des connaissances, la prestation de services consultatifs régionaux, ainsi que la réalisation de travaux de recherche et d'analyse. Ce réseau continue à obtenir des résultats importants. Plus de 430 experts de la région Asie-Pacifique sont maintenant enregistrés dans la base de données et plus de 1 000 responsables publics et acteurs du secteur privé venant de pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral, ont bénéficié des activités de renforcement des capacités assurées par le Réseau depuis sa création. Depuis novembre 2019, près de 70 % des États membres de la CESAP participent activement à la mise au point de systèmes de guichet unique pour la facilitation du commerce. Des représentant(e)s de plus de 20 pays en développement ont suivi la formation sur la mise en place de systèmes de guichet unique, programme intensif de deux semaines organisé conjointement avec l'Organisation mondiale des douanes et le Service des douanes de la République de Corée. La cinquième session de formation se tiendra à Cheon-an (République de Corée) en novembre 2021.

33. Le Réseau UNNExT appuie également les activités prescrites dans les résolutions 68/3 et 70/6 de la Commission sur l'instauration du commerce sans papier et la reconnaissance transfrontière des données et documents électroniques pour faciliter un commerce intrarégional inclusif et durable, en donnant accès à un vivier d'experts aisément accessible, dans lequel les États membres et le secrétariat peuvent puiser pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique. Par exemple, par l'intermédiaire du Réseau, le secrétariat, en collaboration avec l'Organisation mondiale des douanes, a déjà soutenu une Équipe spéciale chargée d'examiner l'échange électronique transfrontière de

¹⁶ Voir <https://artnet.unescap.org/sti>.

¹⁷ Comme ce réseau s'occupe des questions touchant à la science, à la technologie et à l'innovation, ses travaux trouvent également un écho dans les rapports du Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation.

données en Asie du Nord-Est à laquelle quatre pays de la sous-région participent.

34. Depuis sa création en 2011, les réunions du Réseau Asie-Pacifique de l'investissement étranger direct pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, qui fait désormais partie du Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur les investissements étrangers directs¹⁸, ont permis de partager des connaissances et de renforcer les liens entre décideurs et responsables, qu'ils soient issus d'organismes de promotion des investissements, d'universités ou d'organisations internationales. Les réunions du Réseau sont souvent organisées en collaboration avec le Forum économique mondial, la CNUCED et d'autres organisations. La réunion organisée par le Réseau en 2019 portait sur les sorties d'IED, les effets sur les pays d'origine et les mesures que les gouvernements peuvent mettre en place – par l'intermédiaire d'organismes spécialisés, de politiques et d'outils – pour contribuer à ce que les sorties d'IED aient des résultats positifs sur le développement. Lors de la réunion, les États membres ont encouragé le secrétariat à poursuivre ce travail et à développer la boîte à outils, mentionnée plus haut, sur les politiques destinées à accroître le potentiel de développement durable des investissements étrangers directs dans les pays d'origine. Plusieurs experts au sein du Réseau ont également accepté de faire partie d'un organe consultatif afin de contribuer à examiner et à affiner la deuxième édition du manuel intitulé *Handbook on Policies, Promotion and Facilitation of Foreign Direct Investment for Sustainable Development in Asia and the Pacific*, qui est actuellement en cours d'élaboration et devrait être publiée en 2021 sous le titre *Handbook on Foreign Direct Investment Policies, Promotion and Facilitation for Sustainable Development in Asia and the Pacific* (manuel sur les politiques, la promotion et la facilitation des investissements étrangers directs pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique). Dans le cadre du processus de révision, une première réunion du groupe d'experts a eu lieu le 12 novembre 2020.

35. En outre, par l'intermédiaire du Réseau des entreprises durables de la CESAP, le secrétariat s'emploie à promouvoir la participation et la mobilisation des entreprises dans la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable. Le Réseau, dirigé par un Conseil exécutif, a été créé dans le prolongement de l'ancien Conseil consultatif des entreprises de la CESAP et vise à devenir un réseau régional rassemblant des champions de la durabilité des entreprises qui s'engagent aux côtés de la CESAP pour promouvoir la réalisation des objectifs par des initiatives ayant un impact, le but étant de stimuler l'émulation afin d'encourager les entreprises à intégrer la durabilité dans leurs activités.

36. À cette fin, en mai 2020, le Conseil exécutif a décidé que la composition du Réseau passerait du niveau individuel au niveau de l'entreprise. Il a également décidé que les membres seraient tenus de devenir signataires du Pacte mondial des Nations Unies et de présenter un rapport annuel sur les progrès accomplis au regard des objectifs de durabilité. Il a en outre décidé que le mandat des équipes spéciales devrait être plus limité dans le temps, axé sur les résultats et étroitement lié aux travaux des sous-programmes pertinents de la CESAP.

37. Pour ce faire, le secrétariat a activement mené des initiatives de sensibilisation destinées à développer le Réseau afin d'y inclure de grandes entreprises de la région sensibles aux questions de durabilité, tout en s'efforçant d'assurer une représentation régionale équilibrée. Les sous-programmes de la CESAP ont également défini de quelle manière le Réseau pourrait être utilisé par le secteur privé pour atteindre ses objectifs, notamment dans des domaines

¹⁸ Voir <https://artnet.unescap.org/fdi>.

importants tels que la promotion de l'action en faveur du climat, la réduction de la pollution par les plastiques, l'augmentation des financements durables et la promotion de l'économie numérique.

3. Forums régionaux

38. Le Forum Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce est organisé tous les deux ans depuis 2009 par la CESAP, en coopération avec la Banque asiatique de développement. Accueilli par différents pays, il est devenu la principale plateforme permettant d'échanger librement des informations, des données d'expérience et les pratiques en matière de facilitation du commerce dans la région Asie-Pacifique, mais aussi de définir les domaines prioritaires de la coopération et de l'intégration régionales, ainsi que de découvrir les outils et les services nouveaux susceptibles d'accroître l'efficacité des échanges transfrontières. Le Forum promeut également la coopération et la coordination régionales au titre de l'initiative Aide pour le commerce.

39. Le Forum a remporté d'importants succès. Plus de 550 participant(e)s venu(e)s de plus de 30 pays, y compris des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral, ont bénéficié des formations techniques et des sessions de renforcement des capacités qui se sont tenues à Yogyakarta (Indonésie) en 2017 et à New Delhi en 2019. Au cours des dernières années, en moyenne 90 % des participant(e)s ont déclaré que leurs connaissances en matière de facilitation des échanges et de commerce sans papier s'étaient améliorées grâce à leur participation à ces activités. Le prochain Forum, prévu en 2021, sera accueilli par le Gouvernement singapourien.

40. Le Forum Asie-Pacifique des entreprises¹⁹ est devenu un événement annuel important qui permet au secteur public et au secteur privé d'échanger sur le rôle des entreprises dans la réalisation du développement durable. Organisé en partenariat avec le Réseau des entreprises durables de la CESAP, le Forum attire l'attention car il est le seul forum régional qui s'intéresse aux relations entre le secteur privé et le développement durable. En 2019, pour la première fois, le Forum s'est tenu dans le Pacifique, à l'invitation du Gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée. En 2020, le Forum s'est tenu pour la première fois entièrement en ligne en raison de la pandémie de COVID-19 : il s'est déroulé le 30 octobre 2020 et était consacré au thème « L'avenir des chaînes de valeur mondiales et ses incidences pour les petites et moyennes entreprises ».

41. Ces dernières années, le secrétariat a également collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le PNUE, l'OCDE et d'autres partenaires régionaux et mondiaux pour organiser un Forum annuel sur les entreprises responsables et les droits de l'homme. Ce forum multipartite a réuni des représentant(e)s des entreprises, des gouvernements, des universités et de la société civile pour engager un dialogue sur la manière de faire progresser les initiatives de promotion des entreprises responsables et des droits de l'homme dans la région. En 2020, pour la première fois, le Forum s'est tenu entièrement en ligne en raison de la pandémie de COVID-19, et il a attiré plus de 6 000 participant(e)s qui ont pris part à trois journées complètes de discussions et à une journée consacrée à des manifestations parallèles.

¹⁹ Le rapport sur le quatorzième Forum Asie-Pacifique des entreprises, qui comprend un résumé des recommandations, est disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/sites/default/files/APBF%202018%20Report-FINAL.pdf.

III. Conclusions et recommandations

42. La situation mondiale et régionale en matière de politique de commerce et d'investissement évolue rapidement. Les tensions commerciales entre les principaux partenaires, ainsi que la crise de la COVID-19, ont perturbé les chaînes de valeur et les centres d'activité et entraîné un déplacement de la production et des nœuds d'approvisionnement depuis les lieux d'exportations habituels au profit d'autres sites, situés principalement en Asie du Sud-Est²⁰. Dans le cadre du sous-programme Commerce, investissement et innovation, le secrétariat continuera de tenir compte de l'évolution des priorités des États membres dans les domaines du commerce et de l'investissement. Dans la perspective de l'accélération des mesures de mise en œuvre du Programme 2030, en particulier la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 8, 9 et 17, qui sont étroitement liés au sous-programme, le secrétariat propose de soumettre au Comité les domaines prioritaires ci-après pour qu'il les examine et prenne les mesures appropriées :

a) Promouvoir le développement des échanges numériques et la dématérialisation des procédures commerciales, notamment le commerce sans papier et électronique, par différents moyens, y compris la mise en œuvre de l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique, dans le cadre de la réponse de la CESAP à la crise provoquée par la COVID-19²¹ ;

b) Promouvoir un commerce intrarégional durable en approfondissant et en élargissant les mécanismes de coopération et d'intégration régionales, notamment l'Accord commercial Asie-Pacifique, afin de garantir que le commerce et les procédures commerciales soient inclusifs et contribuent à l'action menée pour faire face aux changements climatiques et à d'autres problèmes touchant à l'environnement, et afin de favoriser une coopération efficace en temps de crise et de pandémie ;

c) Promouvoir l'entrepreneuriat responsable et la mobilisation volontaire des entreprises à l'appui du Programme 2030, ainsi que la définition de politiques nationales et régionales permettant de renforcer les liens entre le commerce et l'investissement et certains objectifs de développement durable, en particulier les objectifs n^{os} 8, 9 et 17 ;

d) Promouvoir les IED et le développement des petites et moyennes entreprises en mettant l'accent sur les politiques et les stratégies visant à faciliter les entrées et les sorties d'IED, à restaurer et à accroître la résilience des petites et moyennes entreprises et à faciliter l'entrepreneuriat féminin ;

e) Promouvoir la participation des acteurs concernés au moyen des forums de coopération régionale existants tels que le Forum Asie-Pacifique sur la facilitation du commerce, le Forum Asie-Pacifique des entreprises et d'autres forums régionaux organisés en collaboration avec des partenaires tels que le Forum sur les entreprises responsables et les droits de l'homme, ainsi que par l'intermédiaire de réseaux de savoirs et de praticiens comme le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce (ARTNeT), le

²⁰ Cette question est longuement examinée dans le document ESCAP/CTI/2019/1, qui renferme un résumé du rapport intitulé *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2018*.

²¹ L'un des trois principaux axes de travail de la réponse socioéconomique de la CESAP à la COVID-19 consiste à restaurer et à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et à soutenir les petites et moyennes entreprises (voir CESAP, « Socioeconomic response to COVID-19: ESCAP framework » (Bangkok, 2020)). La Feuille de route régionale pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique (Bangkok, 2017), élaborée sous l'égide de la CESAP, met en avant que le commerce sans papier et le commerce électronique sont d'excellents moyens de promouvoir la coopération régionale.

Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce et le transport sans papier en Asie-Pacifique (UNNExT) et le Réseau des entreprises durables de la CESAP.

43. Le secrétariat continuera à mener des activités dans ces domaines prioritaires, par les trois modalités habituelles suivantes : a) travaux de recherche et d'analyse pour favoriser l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits ; b) assistance technique et renforcement des capacités ; et c) coopération régionale et travail normatif. Il continuera de s'attacher à établir des partenariats aux niveaux régional et mondial, selon les besoins, afin de créer des synergies et d'éviter les doubles emplois. Il mènera ces activités dans le cadre du programme de travail et du budget approuvés pour 2021 ainsi que du programme de travail proposé pour 2022, lequel est actuellement à l'état de projet.

IV. Questions soumises à l'examen du Comité

44. Le Comité est invité à examiner les informations figurant dans le présent document et à en débattre, en particulier en ce qui concerne les questions suivantes :

a) Le rôle équilibré que le secrétariat est appelé à jouer en participant à l'enrichissement des connaissances et de la recherche, à l'apport d'assistance technique et au renforcement des capacités, et en contribuant à fédérer les gouvernements, cela afin de renforcer la coopération régionale et de faire entendre l'opinion de la région sur les questions de commerce et d'investissement dans le contexte actuel caractérisé par des incertitudes persistantes à l'échelle mondiale ;

b) La pertinence des domaines prioritaires et des modalités de mise en œuvre spécifiques présentées ci-dessus et la question de savoir s'il convient d'envisager d'inclure d'autres priorités ou modalités dans les travaux futurs du secrétariat relatifs au commerce et à l'investissement, notamment au moyen d'un soutien financier et en nature susceptible d'être apporté par les États membres de la CESAP pour contribuer aux projets visés.

Annexe

Liste des publications et documents établis et des activités menées par le Comité du commerce et de l'investissement depuis sa sixième session

1. Publications et documents

Disponible à l'adresse suivante :

www.unescap.org/sites/default/files/Lists%20of%20publications%20and%20documents.pdf.

2. Activités

Disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/sites/default/files/Lists%20of%20activities.pdf.
